

EN MAL DE SCIENCES

« Science sans conscience n'est que ruine de l'âme », écrivait François Rabelais en 1532. Et si c'étaient les mouvements sociaux qui apportaient ce supplément d'âme aux scientifiques ? Et si les scientifiques permettaient aux mouvements sociaux de mieux comprendre le monde pour mieux le changer ?

PAR ELISE DEMEULENAERE, LIONEL LARQUÉ ET SEZIN TOPCU | FONDATION SCIENCES CITOYENNES

LES CRITIQUES DES ANNÉES 60-70 nous ont bien appris que la croissance économique et le progrès scientifique et technique ne sont pas synonymes de progrès social et humain. Quand, au FSM de Nairobi, des femmes indiennes défilent au son d'un « progrès qui avilit les femmes », on mesure le gouffre qui s'est creusé en quelques décennies à peine entre science, politique et société. Il y a là un enjeu géopolitique et stratégique gigantesque dont il est difficile de mesurer la portée mais qui est bien réel. On peut craindre que le jugement populaire sur les sciences et leurs porteurs d'eau, les scientifiques, finisse non par être teinté d'un fantasmagique « esprit antiscience » mais d'une analyse objective du fait que les scientifiques se seront désintéressés, politiquement, des enjeux sociaux et économiques de leurs pratiques professionnelles. Ils auront privilégié, sans discernement, le dialogue exclusif avec le marché et l'Etat, au mépris de l'alliance avec les populations et de la démocratie. Ce débat concerne toutes les ONG, sans exception.

LE SUD NÉGLIGÉ Commençons par un exemple concret. Le continent africain est devenu le paradis des essais cliniques pour les laboratoires pharmaceutiques. Des firmes y effectuent des tests de leurs produits souvent en l'absence de consentement des sujets et de contrôle thérapeutique suffisant. C'est ainsi qu'au cours de l'essai clinique du Trovan®, pratiqué en 1996 par la firme

Pfizer pendant une épidémie de méningite, onze enfants sur deux cents ont trouvé la mort et plusieurs autres ont gardé de graves séquelles cérébrales ou motrices. Sommes-nous là face à un « biopouvoir » (Foucault) qui transforme les vies humaines les plus défavorisées en cobayes, qui sacrifie certaines vies dans le but d'en sauver d'autres, qui crée ainsi des « vies nues » (Agamben) ? L'industrie pharmaceutique choisit, finance et organise elle-même les études selon ses propres calculs de rentabilité. A la fin des années

1990, le chiffre d'affaires mondial de l'industrie pharmaceutique (380 milliards d'euros) était supérieur au produit intérieur brut des pays d'Afrique subsaharienne (300 milliards d'euros). L'activité des laboratoires pharmaceutiques, loin d'être philanthropique, se déploie en fonction des marchés potentiels qui s'ouvrent à elle : au profit de la seule médecine conventionnelle (allopathie) et en direction des maladies qui affectent les populations



©Adrien Duquesne/Ides saïes fertiles/Claduf

occidentales. Les populations du Sud lorsqu'elles sont touchées par des maladies tropicales (paludisme, trypanosomiasés...) ne trouvent pas de médicaments puisque les recherches en ce domaine sont presque inexistantes (sur 1 556 molécules pharmaceutiques développées en 30 ans par l'industrie pharmaceutique, 18 seulement s'adressent au traitement des maladies tropicales – source : www.dndi.org) ; et lorsqu'elles sont touchées par des maladies occidentales, elles n'ont pour la plupart pas de quoi s'offrir le traitement dont le prix est rendu prohibitif par l'existence de brevets. L'accès équitable aux soins n'est pas seulement l'affaire de négociations entre entreprises pharmaceutiques et Etats (pour le droit à produire des médicaments génériques), mais bien une lutte à mener de concert par les acteurs

Au service de la « rationalité scientifique », on continue à stigmatiser les médecines traditionnelles, réservoirs de savoirs complémentaires de nos médecines dans de nombreux cas, comme le paludisme.

CITOYENNES

de solidarité internationale (scientifiques compris) en faveur d'une recherche rencontrant des besoins médicaux non solvables.

LUTTE DE CONCERT Le combat altermondialiste nécessite une réflexion sur le rôle joué par les savoirs, pilier de la puissance moderne (économique et militaire). La critique politique ne peut plus se dédouaner d'une critique des sciences, tout comme la critique des sciences ne peut plus se cantonner à l'intérieur des frontières nationales et ignorer la portée des activités scientifiques à l'autre bout du monde. La politique européenne de construction d'une « économie de la connaissance », autrement appelée *Stratégie de Lisbonne*, donne le cadre général de toutes les politiques communautaires : transport, recherche, jeunesse, environnement, aide humanitaire, relations extérieures, etc. Elle perpétue une vision éculée de la division internationale du travail basée sur la mise en concurrence économique des savoirs. Aux uns, les plus pauvres, une économie à faible valeur ajoutée, riche en main d'œuvre ; aux autres, les pays riches, les fruits de la frontière technologique. Mais l'émergence fulgurante de pays comme la Chine, le Brésil ou l'Inde démontre que ce schéma vacille. Ces derniers ambitionnent de nous concurrencer dans tous les domaines. Dès lors, le *brain drain* (fuite des cerveaux) bat son plein. Lorsque plus de 4500 ingénieurs et chercheurs du Maghreb alimentent les entreprises du seul Languedoc-Roussillon, quand 30 % des doctorants de France, toutes disciplines confondues, proviennent de cette même zone géographique, quand 60 000 médecins et chercheurs africains sont partis pour l'Europe dans la seule période de 1985-1990 (selon les seuls chiffres disponibles de l'ONU) ou quand les informaticiens indiens refusent enfin d'être exportés en masse en Allemagne, il devient évident que les rapports entre migrations et sciences devraient constituer un axe de travail des organisations françaises de solidarité internationale.

RÉCONCILIATION Quand des chercheurs développent des transistors dont d'autres chercheurs font des petits objets électroniques qui changent tous nos modes de vie (télévisions, ordinateurs, téléphones mobiles...), leur fabrication se fait au détriment des millions de paires d'yeux d'ouvriers dans le monde en même temps que ces déchets électroniques menacent la santé de nombreuses populations (surtout au Sud et à l'Est). L'ONG américaine *Basel Action Network*³ a montré dans son film intitulé « *Exporting Harm* » que les Etats-Unis déversent en Asie, chaque année, plusieurs millions de tonnes de ces rebus. Récemment, le scandale du Probo Koala en Côte d'Ivoire a mis en évidence qu'un entrepreneur français s'amusait à déverser des tonnes de déchets toxiques à proximité d'habitations au mépris des réglementations internationales. Citons encore le cri de l'ONG nigérienne Aghir In'man qui accuse la firme Areva des conditions scandaleuses d'exploitation des mines d'uranium à Arlit. Certes, nous ne nous situons plus explicitement dans le domaine des sciences,



mais plutôt dans celui des industries technologiques, mais le lien est évident. La communauté scientifique s'exonère à bon compte quand elle réaffirme son irresponsabilité vis-à-vis des conséquences de ses recherches. Ce principe flanche car il concerne

30 % des doctorants de France, toutes disciplines confondues, proviennent du Maghreb

notre mode de développement et atteste que nos avancées scientifiques et technologiques ont des répercussions négatives très concrètes sur la vie des populations les plus fragiles et démunies.

Le monde scientifique doit ouvrir les yeux mais il ne le pourra pas seul. Évidemment, de nombreux chercheurs ont conscience de la nécessité d'une réconciliation entre science et humanisme.

Dans la zone du cercle polaire, qui subit les retombées des pollutions des trois grandes zones industrialisées du monde (Etats-Unis, Union européenne et Japon, excusez du peu), qui abrite 150 000 Inuits, le directeur de l'*Inuit Circumpolar Conference*, Aqlluq Lyngge, rappelle les scientifiques à leurs devoirs : « *il est fini le temps où nous étions seulement des objets de recherches ; est venu le temps où nous nous affirmons comme des partenaires de celles-ci, des êtres humains avec des droits auxquels doivent se plier les scientifiques* ». Ces évolutions supposent des mobilisations civiques et nécessitent des prises de conscience comme l'explicitation des enjeux.

Ce qui est nouveau, c'est la tension béante entre raison, politique, éthique et humanisme. A trop jouer l'alliance privilégiée avec les Etats et le marché, les scientifiques saperont les branches sur lesquelles se joue leur légitimité sociale. Mais il est de la responsabilité des mouvements sociaux, au Nord, au Sud ou à l'Est, d'enclencher le débat et des modes de résistance. Les organisateurs du FSM polycentrique de Bamako n'avaient pas pensé mettre au programme un axe autour de la marchandisation des savoirs. Dans nos sociétés hautement technicisées, la critique des sciences n'est pas chose commune. C'est la raison pour laquelle nous appelons à la mise en place prochaine d'un forum des sciences responsables, en marge des prochains forums sociaux mondiaux. ||